



A partir de novembre 1960 de nouvelles bandes de jeunes de 12 à 21 ans se forment sous l'appellation de 'bills' (collection J. De Laet)

La contestation politique des jeunes à Kinshasa à travers l'exemple du mouvement 'kindoubill' (1950-1959)

Ch. Didier Gondola, professeur en Histoire africaine,
Macalester College USA

"So long as we confine our conception of the political to activity that is openly declared we are driven to conclude that subordinate groups essentially lack a political life or that what political life they do have is restricted to those exceptional moments of popular explosion. To do so is to miss the immense political terrain that lies between quiescence and revolt and that, for better or worse, is the political environment of subject classes. It is to focus on the visible coastline of politics and miss the continent that lies beyond." James Scott⁽¹⁾

Introduction

Etudier les mouvements de contestation politique au Congo belge, c'est d'abord, à mon sens, se résoudre à déroger aux vieilles et nobles habitudes de l'historien. Dans cet empire du silence⁽²⁾ que fut le Congo belge, c'est d'abord à des groupes silencieux que nous avons affaire. Faire l'histoire de ces mouvements, c'est aussi trouver une voix aux groupes que l'histoire traditionnelle du politique - histoire événement-

tielle, nouvelle sonnante, dirait Fernand Braudel - ne nous fait pas entendre. Autrement, ce serait laisser tout un pan de l'histoire ignoré. Faire cette histoire, c'est faire une autre histoire; c'est s'exercer à entendre autrement; c'est avoir l'audace d'examiner les restes de l'histoire, ces domaines où la créativité et les émotions des groupes dominés travaillent sans bruit et sans apparent danger à évader l'autorité des dominants.

Le mouvement kindoubill, qui s'est développé à Kinshasa à la fin de la colonisation belge au Congo, est un exemple de ces voix oubliées par l'histoire traditionnelle. Les travaux sur ce mouvement se résument à trois études aux approches disparates. Les enquêtes de Paul Raymaekers, menées entre décembre 1960 et avril 1961, sont rassemblées dans un article⁽³⁾ dont les recommandations appellent à "éradiquer les virus de prédélinquance et de délinquance juvénile" à Kinshasa". Jean La Fontaine⁽⁴⁾, à l'issue de sa propre enquête conduite entre octobre 1962 et mai 1963, lie, quant à lui, le développement du kindoubill à l'adaptation hétérodoxe en milieu urbain d'une section de la jeunesse kinoise. L'étude

récente de Sesep N'sial Bal-Nsien⁽⁵⁾, fondée également sur un corpus d'archives orales impressionnant, explore quant à elle les fabrications argotiques qui ont caractérisé la jeunesse kindoubill.

Je veux, en fournissant au préalable une autre matrice du politique, insister ici sur la nature politique du kindoubill et sur sa participation souterraine dans le mouvement de contestation politique au Congo belge.

A la recherche du politique au Congo belge

Les spécialistes de l'histoire politique du Congo belge font de l'année 1956 un tournant majeur de la conscience politique des populations congolaises. A lire certains auteurs, 1956 constitue le départ du mouvement de contestation sociale et de l'éveil politique des Congolais, non même pas de la majorité des Congolais mais seulement de l'élite. 1956 correspond, en effet, à la publication du plan Van Bilsen, lequel, immédiatement après sa parution⁽⁶⁾, suscite des réactions véhémentes au sein des milieux coloniaux belges et, au contraire, beaucoup d'enthousiasme parmi les élites africaines. De novembre 1956 à novembre 1959, on passe d'une situation de monopartisme savamment orchestrée par l'administration coloniale (l'Abako étant à cette date le seul parti 'politique') à un multipartisme pléthorique (53 partis officiellement enregistrés!) interprété par René Lemarchand comme le symptôme du poids des allégeances ethniques dans la formation des partis politiques⁽⁷⁾. L'éveil des populations congolaises à la politique, dont les années suivant la publication du plan Van Bilsen constituent le point d'orgue, a été attribué abusivement à la création des partis politiques dont on connaît pourtant les caractères fortement ethniques.

Cette situation a amené les chercheurs à privilégier le fait politique tel qu'il se manifeste dans le cadre des structures politiques traditionnelles (partis politiques et syndicats notamment) au dépens d'autres formes d'expression du politique. L'ouvrage fondateur de Lemarchand donne son sceau à ce dogme lorsque l'auteur écrit: "*As political parties are the principal media through which different brands of nationalism found expression, primary emphasis must necessarily be placed on the social, economic, and political forces that predisposed certain groups of Africans to direct their allegiances toward specific parties, or to shift these allegiances from one party to another*"⁽⁸⁾.

Crawford Young reprend cette prémisses en arguant de l'inexistence "[...] d'une revendication explicite et publique de l'indépendance de la part d'une personnalité congolaise avant 1956"⁽⁹⁾.

Dans l'introduction à son étude sur le Parti solidaire africain, un autre chercheur américain, Herbert Weiss, définit le politique dans des termes étroits en offrant une périodisation du processus de décolonisation au Congo belge qui va de 1956 à l'indépendance. La décolonisation au Congo belge aurait été marquée, selon Weiss, par une "[...] extension of political consciousness and protest from the modern elite to large segments of the urban and rural masses"⁽¹⁰⁾. En d'autres mots, continue-t-il: "[...] the period after the riots [janvier 1959] was marked by an enlargement of the political arena from an essentially elite preoccupation to one that included urban and rural protest"⁽¹¹⁾.

Un examen de l'historiographie en langue française révèle également cette préoccupation parmi les chercheurs d'accorder le rôle principal aux évolués congolais, et ceci, paradoxalement, en dépit de leur contribution mineure aux luttes anticoloniales⁽¹²⁾. Tout se passe comme si les grèves, les mutineries et les révoltes qui ont émaillé l'histoire du Congo belge n'étaient

motivés que par les passions du peuple et non par un sens du politique aigu parmi les populations congolaises. D'ailleurs, et c'est une constante frappante, on les mentionne en omettant souvent de souligner les contours identitaires et le sens du politique des groupes qui en sont au front. Qui sont les soldats de la garnison de Luluabourg qui organisent une mutinerie le 20 février 1944? Que savons-nous des émeutiers qui, en mars 1946, à Matadi, ébranlent les fondements mêmes de la société coloniale à tel point que le gouvernement colonial passe une série d'ordonnances visant à organiser et contrôler les activités des travailleurs? Que dire des 'boys' kinois dont les grèves, en novembre 1945, obligent le gouvernement colonial à installer des piquets de police, à interdire tout rassemblement et, preuve indéniable des 'propriétés politiques' de l'alcool, à fermer les débits de boissons dans la cité indigène et à interdire la vente de bière aux indigènes?

Cette liste des acteurs et des actrices oubliés de l'histoire politique du Congo belge inclut également les 'femmes libres' de Kisangani et de Kinshasa qui, à partir de 1954, se regroupent dans les 'miziki' et font de l'élégance non pas seulement une bannière de ralliement mais également une mode subversive qui s'exhibe en dehors des structures verticales de la société coloniale, notamment dans les bars-dancings, pendant les heures du couvre-feu⁽¹³⁾. Laisnée pour compte est aussi la foule retournant du stade Baudouin dans la soirée du dimanche 4 janvier 1959 après avoir assisté au match de football opposant 'Vclub' à 'Mikado'. C'est pourtant elle qui fournit l'effectif et l'esprit insurrectionnel qui plongent Kinshasa dans l'une des plus importantes crises de son histoire coloniale et précipitent les réformes qui aboutissent à l'indépendance.

Autant les fièvres populaires, les actes individuels d'indiscipline et la mobilisation spontanée

ou organisée des classes laborieuses, pourtant cardinaux, ont été relégués à la périphérie de l'histoire politique du Congo belge, autant les activités, souvent collaborationnistes, des évolués ont la part belle. Jusqu'aux derniers jours de la colonisation, les évolués congolais sont à la remorque des événements politiques et suivent le train des réformes plutôt qu'ils ne le devancent. Cette situation est d'ailleurs due à l'encadrement des évolués au sein de structures destinées à désamorcer toute velléité revendicative.

Entre 1945 et 1952, des centaines de 'cercles d'évolués' essaient, sous les auspices des autorités coloniales, sur toute l'étendue de la colonie: "*Le nom de cercle d'études et d'agrément que beaucoup d'entre eux adoptèrent résume bien les principales activités de ces évolués ainsi réunis entre eux. On se réunissait pour se développer intellectuellement et pour se divertir. Un Européen, généralement un agent de l'administration territoriale, était souvent nommé président d'honneur, tandis qu'un missionnaire assumait la charge d'aumônier. Ils occupaient généralement un bâtiment en matériaux durables mis à leur disposition par l'administration*"⁽¹⁴⁾.

Il n'entre pas dans mon propos de minimiser le rôle de l'élite congolaise dans les luttes pour l'indépendance. Même contrôlés par l'administration coloniale, les cercles d'études comme les associations des anciens élèves⁽¹⁵⁾, ont servi de terreau et fourni le ferment politique qui manquaient à beaucoup d'évolués. Ce qu'il convient en revanche de souligner est le climat général d'indiscipline instauré par tous ces actes quotidiens d'insoumission et les poussées insurrectionnelles. Il faut, à mon avis, restituer le rôle avant-gardiste de ces formes populaires de mobilisation et de contestation.

En revenant sur l'exemple de l'insurrection de janvier 1959, l'examen des faits indique deux choses: d'une part, on constate que l'élite aba-

kiste se trouvait bien à la remorque des événements politiques; d'autre part, il est clair que les revendications de la masse se plaçaient au-delà des demandes de l'élite. Devant une foule obstinée, partisane d'une indépendance immédiate et aux yeux de laquelle le rythme des réformes paraissait languir, les dirigeants de l'Abako prônent la voie attentiste. Lorsque Kasa-Vubu⁽¹⁶⁾, alerté par Vital Moanda, président de la section Kalamu de l'Abako, fait son apparition devant le public, c'est pour déclarer qu'aucune action ne pouvait être entreprise avant la déclaration gouvernementale prévue pour le 13 janvier et inviter chacun à regagner son domicile dans le calme, annulant ainsi la réunion.

La suite des événements est une histoire méconnue, qui pourtant gagnerait à être explorée, où l'on voit le peuple kinois surgir sur la scène politique, dicter le calendrier des réformes et bouleverser le moratoire politique établi par les autorités coloniales. Il ne faudrait d'ailleurs pas se méprendre sur le sens de cette irruption populaire qui n'est, en réalité, qu'une des multiples formes de l'indiscipline du peuple, la plus visible et violente certes, mais qui ne doit pas occulter les actes d'insoumission plus banaux qui se déroulent derrière l'écran opaque du quotidien.

'Trop plein' et 'Hidden Transcript'

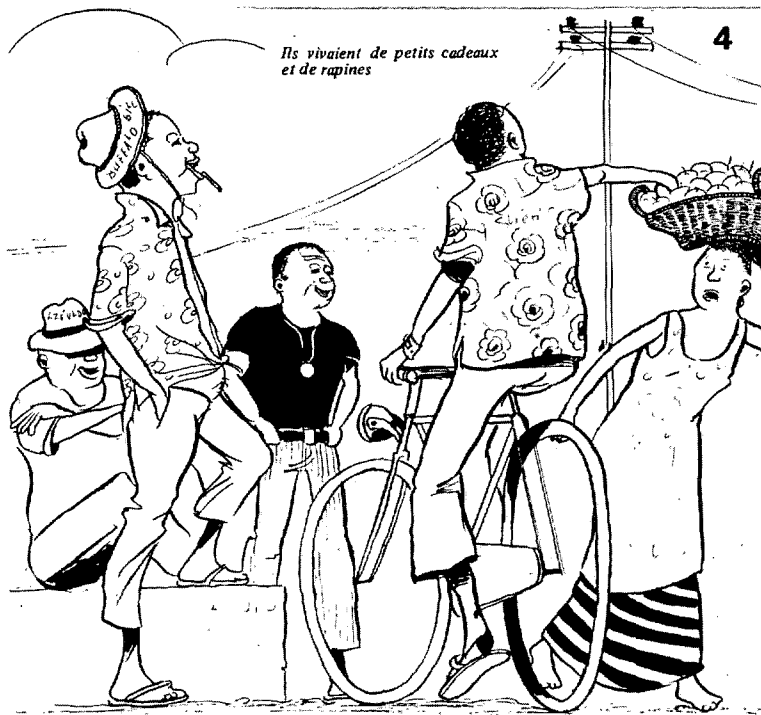
Avant d'évoquer le mouvement kindoubill, il est nécessaire de définir les cadres du politique dans lesquels s'inscrit cette étude. Les témoignages abondent⁽¹⁷⁾ sur le caractère autoritariste et paternaliste du régime colonial belge au Congo. La situation coloniale, depuis les mains coupées de l'enfer léopoldien⁽¹⁸⁾ jusqu'aux rendez-vous manqués de la décolonisation, y semble avoir été plus chaotique que dans le reste

du continent. C'est surtout en comparaison avec le Congo voisin que le système colonial belge apparaissait abusif, totalement isolé des réalités extérieures ou, plutôt, "hors du temps", pour reprendre l'expression d'un observateur⁽¹⁹⁾. En 1947, après un séjour dans les deux colonies, le géographe français Jean Dresch opposait l'Afrique Equatoriale Française et le Congo belge sur le plan social et politique aussi bien que sur le plan économique:

"Tandis que le travailleur indigène de l'AEF regarde avec envie le pays de l'autre côté du Pool, où l'on est sûr de trouver du travail, d'être mieux payé et mieux nourri, de se procurer des denrées inconnues dans les boutiques vides de chez eux, il n'est pas rare de trouver des indigènes du Congo belge qui aspirent à aller s'établir du côté français, afin de respirer un air de liberté"⁽²⁰⁾.

Le même contraste est observé à la fin de la colonisation par Virginia Thomson et Richard Adloff⁽²¹⁾, qui dans leur analyse soulignent d'une part, le progrès social créé par les Belges au Congo, et d'autre part, le réalisme français. S'il est vrai que l'indigène du Congo belge était le colonisé "le mieux nourri de la bergerie commune, le mieux pourvu, le plus grassement payé, le Noir le plus embourgeoisé de toute l'Afrique des Noirs"⁽²²⁾, il est encore plus vrai qu'il était le plus dénué de droits politiques. Les Belges s'étaient efforcés de former une élite sociale, foncièrement dévouée à l'oeuvre coloniale, bercée dans l'illusion d'une communauté belgo-congolaise, neutralisée dans le cadre des cercles d'études pour évolués et fermée à toute revendication politique⁽²³⁾.

En janvier 1959, lorsqu'à la surprise générale, les Congolais expriment leur trop plein sous la forme, auparavant inconnue, de l'émeute populaire, plusieurs témoignages voient dans cette politique de libéralité sociale et économique pratiquée par les Belges, les causes de l'apathie politique des populations indigènes au Congo



La plupart des 'bills' relevaient le col de la chemise pour indiquer leur refus de l'autorité des 'adultes', des missionnaires et des forces de la répression (collection J. De Laet)

belge et de cette explosion subite de violence. André Blanchet, l'envoyé spécial du quotidien français *Le Monde*, note que: "La politique de promotion sociale et le développement économique pratiquée durant 50 années par les Belges [a] longtemps empêché les Congolais [de Kinshasa] de se soucier de l'absence de droits politiques"⁽²⁴⁾. Personne mieux que Jean Labrique, ancien attaché de presse au cabinet du gouverneur général du Congo belge, n'a su mieux formuler le paternalisme colonial belge dans une critique où tous les abus du système sont épinglés: "[...] l'Etat-Providence et l'Employeur-Providence veillent, avec la collaboration des missions catholiques, au bien-être matériel et moral de l'autochtone. Il est soigné gratuitement depuis la maternité et la crèche jusqu'à son lit de mort. Il est logé par son employeur ou bénéficie d'une indemnité et de prêts à la construction consentis par les pouvoirs publics. Il est nourri scientifiquement. On

le distrait sagement. L'employeur verse d'office une partie de sa paie à la Caisse d'épargne. [...] Son repos est assuré par le couvre-feu des cités dans lesquelles il vit et où la présence de l'Européen n'est pas tolérée pendant la nuit. La formule de son bonheur est étudiée par des hommes de science, appliquée par des hommes d'affaires avertis qui s'emploient à lui éviter les erreurs de conduite. Dernièrement encore, il lui était interdit de détenir, et à plus forte raison de consommer, du vin ou de l'alcool. [...] Il ne peut se déplacer d'une région à l'autre sans autorisation de l'administration [...]. Sur le terrain où doit se développer son activité économique: salariat, emploi subalterne, petit commerce, artisanat, il est protégé de la concurrence que pourrait lui faire un collègue européen. L'immigration blanche a été systématiquement découragée. 100.000 Blancs seulement oeuvrent au milieu de 12 millions de Noirs sur un territoire 80 fois plus grand que la Belgique.

Quant à l'Européen qui débarque au Congo belge, il se sent, se croit, s'arroge d'office une action éducatrice. Quelle que soit sa profession, quel que soit son travail. Un libraire ouvre-t-il boutique? Il censure la lecture des clients noirs. Le commerçant, l'épicier, le boucher, font l'éducation de leur clientèle noire à des guichets particuliers. [...] Le paternalisme est intégral⁽²⁵⁾.

On voit donc que l'histoire politique du Congo colonial reste indéniablement tributaire du mythe orwellien d'un empire du silence qui aurait réussi à dépolitiser l'ensemble de la population colonisée jusqu'aux derniers mois de l'indépendance. Cette vision ne peut être réconciliée avec la notion, qui tombe sous le sens, qu'il n'y a pas de société sans relations de pouvoirs et, partant, sans conscience du politique et de ses enjeux. Autrement dit, tout pouvoir suscite à des degrés divers des phénomènes de résistance, de soumission ou d'attentisme parmi les groupes qu'il tient en sujétion.

Ceci dit, les questions qui s'imposent immédiatement à notre esprit sont les suivantes: si l'on retient 1956 comme le point historique de l'éveil politique des Congolais, doit-on conclure qu'avant cette date les Congolais étaient politiquement amorphes? Existait-il une vie politique parmi les populations congolaises avant 1956? Si la réponse à cette dernière question est positive, il devient non seulement possible mais encore urgent d'explorer une définition du politique qui serait assez large, et cependant opérante, pour inclure les expressions et les mobilisations populaires que James Scott qualifie de *"weapons of the weak"*⁽²⁶⁾. L'anthropologue américain Ronald Cohen nous fournit cette définition lorsqu'il écrit que: *"The political' can apply to all social groupings in all societies since all social interactions have a political aspect, i.e., power and authority feature"*⁽²⁷⁾. Cohen établit une distinction fondamentale entre pouvoir et autorité, définissant le pouvoir

comme: *"An ability to influence the behavior of others and/or gain influence over valued actions"* et l'autorité comme le pouvoir légitime⁽²⁸⁾.

Si les classes dominantes contrôlent les structures verticales d'autorité, il serait erroné de croire que les faibles se sont toujours retrouvés sans pouvoir. Scott, dans deux ouvrages magistraux sur la paysannerie malaise, démontre que toute histoire ou théorie de la vie politique de la paysannerie qui ambitionne de rendre justice à la paysannerie comme acteur historique doit nécessairement élucider ce qu'il appelle les formes quotidiennes de résistance (*everyday forms of resistance*⁽²⁹⁾) qui restent souvent opaques et prennent l'allure de discours cachés (*hidden transcripts*). Scott capture cette idée de manière superbe en écrivant:

"The undeclared ideological guerrilla war that rages in this political space requires that we enter the world of rumor, gossip, disguises, linguistic tricks, metaphors, euphemisms, folktales, ritual gestures, anonymity. For good reason, nothing is entirely straightforward here; the realities of power for subordinate groups mean that much of their political action requires interpretation precisely because it is intended to be cryptic and opaque"⁽³⁰⁾.

Les faibles se résolvent à produire un discours caché, et non public, non pas seulement parce qu'ils sont privés de droits et de structures légaux pour exprimer leur opinion politique, mais parce que ce discours est souvent le résultat d'un trop plein. L'ivresse chez certains colonisés, un exemple parmi tant d'autres, n'est pas tant un moyen d'évader l'autorité qu'un masque derrière lequel on s'abrite pour troubler l'ordre et contester le rapport de domination, parfois en toute impunité.

Les racines cinématographiques du kindoubill

Le mouvement kindoubill possède lui aussi toutes les caractéristiques d'une sous-culture de résistance et doit être considéré comme l'une des premières formes de résistance urbaine des colonisés congolais à la situation coloniale.

La ville coloniale en Afrique frappe par la concentration exceptionnelle d'une population jeune et masculine dans un cadre qui pendant longtemps a conservé des allures de camps de travailleurs. A Kinshasa, en 1924, un visiteur, le père Van Wing, découvre avec effroi une "[...] foule bariolée, criarde, anarchique. J'ai parcouru l'immense ville noire, où vivent, Dieu sait dans quelle indisciplinade de moeurs, près de 20.000 nègres... c'est un camp, ce n'est pas un village. Il y a peu de verdure, moins encore d'enfants... peu de mères, peu de joie. Sur tout le parcours, je n'ai vu que deux enfants"⁽³¹⁾.

C'est dans ce cadre urbain, qui a tous les caractères d'un milieu en transition⁽³²⁾ et dont les habitants ont toutes les raisons d'accumuler et d'exprimer leur trop plein, que se crée ce qui apparaît aux yeux des premiers observateurs comme un simple phénomène de marginalité, voire de délinquance. Au début des années 20, au moment où se constituent les premières bandes de jeunes, Kinshasa était frappée par une phase de récession économique qui crée du chômage parmi la jeunesse citadine⁽³³⁾. Voici le phénomène tel qu'il est décrit par le père de la Kéthulle en 1922:

"Voilà, les pépinières [colonies scolaires et missions] où se préparent nos vagabonds de Kinshasa. Ajoutez-y les enfants des Sénégalais et des gens de la côte. Tout ce monde passe son temps à vagabonder dans les rues de la cité européenne et de la cité indigène, partout on redoute leur présence, car on connaît leurs instincts de voleurs. [...] Tous ces précoces voleurs opèrent par petites bandes, par-

faitement connues les unes des autres et, en général, de tous les indigènes, mais néanmoins indépendantes. [...] Les deux principaux acteurs d'une des ces bandes sont passés ainsi en six mois de temps de la prison de Léopoldville à celle de Brazzaville et de celle-ci à celle de Kinshasa pour être réexpédiés à Léo. [...] Tous sont sans travail, la plupart sans parents et sans gîte fixe. Ils logent tantôt à la belle étoile, tantôt dans un taudis abandonné"⁽³⁴⁾.

Dans les années 50, le phénomène adopta une nouvelle dimension. Il convient d'abord de rappeler qu'une des préoccupations des autorités coloniales face au nombre grandissant de jeunes à Kinshasa concernait l'encadrement de cette population flottante et turbulente. Au nombre de loisirs patronnés, destinés à mobiliser les groupes de jeunes, il faut mettre les projections cinématographiques qui se multiplient dans toute la colonie après la Deuxième Guerre mondiale⁽³⁵⁾, en dépit de l'approche très coloniale voire⁽³⁶⁾ raciste de ses promoteurs. L'Africain n'est pas assez mûr pour le cinéma, entend-on dire: "*Les conventions cinématographiques le troublent; les nuances psychologiques lui échappent; les successions rapides de séquences le submergent*"⁽³⁷⁾. *Pour cette audience qu'on appelle 'primitive' il faut un cinéma à la mesure de son cerveau d'enfant*⁽³⁸⁾. *Tout ce qui constitue du mouvement et manifeste la force lui plaît*", clame-t-on dans les rapports officiels⁽³⁹⁾. Voilà pourquoi dès les années 30 les films comiques de Charlie Chaplin, les aventures de Tarzan et les westerns sont en vogue dans quelques foyers sociaux des centres urbains de la colonie.

A Kinshasa, la colonie possède un projecteur mobile qui diffuse ce genre de films dans divers endroits de la cité indigène tandis que dans les annexes du stade Reine-Astrid les missionnaires catholiques disposent d'une salle de cinéma. En 1953, on compte également au moins six salles non couvertes gérées par des particuliers⁽⁴⁰⁾. Toutes ces installations diffusent en



Jef De Laet, alias père Buffalo, et ses bills (collection J. De Laet)

grande majorité des westerns et d'autres films d'aventure qui mobilisent une audience assidue parmi laquelle on compte de nombreux jeunes citadins désœuvrés, désenchantés par ce que Mongo Béti a su bien dépeindre comme la ville cruelle⁽⁴¹⁾.

L'influence du film western sur ces jeunes spectateurs est à l'origine de l'apparition du kindoubill qui n'est pas exclusif à la capitale puisque dans des centres comme Elisabethville et Jadotville les autorités signalent que: "*Des groupes de 'cow-boys' se sont formés qui attaquent les habitants le soir, provoquant parfois des plaintes en justice*"⁽⁴²⁾. Ce qu'il faut, en revanche, souligner est le caractère organisé et diffus de ce phénomène dans la capitale de la colonie. L'originalité de ce phénomène à Kinshasa tient aussi à la popularité du personnage de Buffalo Bill⁽⁴³⁾, héros légendaire du Far West, dont les aventures cinématographiques captivent les jeunes kinois.

A partir de 1950 des bandes de jeunes s'organisent à la périphérie des anciennes cités et étendent leurs activités à une grande partie de l'agglomération kinoise y compris la cité européenne. Ces jeunes baptisent le mouvement kindoubill, agencement de deux vocables dont le premier, indien, terme à double sens, se réfère aussi bien aux adversaires de Billy qu'au chanvre indien, consommé régulièrement par les jeunes bills. Pour désigner leur langage argotique, ces jeunes employent le terme indoubill tandis qu'ils se désignent eux-mêmes par les termes bills ou yankee.

Les études déjà citées soulignent surtout les aspects délinquants sans prendre la mesure de la dimension politique de ce qui me paraît être avant tout une culture de résistance et de survie. La Fontaine l'évoque comme une manifestation exclusivement post-coloniale liée à l'anarchie et à l'insécurité politiques des premières années de l'indépendance⁽⁴⁴⁾. Raymae-

kers est le seul à indiquer le versant colonial du kindoubill qu'il observa en 1958. Son étude est cependant tarabouinée par une préoccupation répressive indéniable qui la distingue peu du rapport colonial.

En 1957, au terme d'une enquête sur la délinquance à Kinshasa, l'administrateur territorial Brissot⁽⁴⁵⁾ exposa les traits essentiels du kindoubill: argot, vols, vie sexuelle débridée (les viols et les séquestrations de 'prévenues' étaient courants) et, pratique qui allait prendre de plus en plus d'importance, la consommation de chanvre⁽⁴⁶⁾. Pour les contemporains, les aspects délictueux de ces bandes de jeunes occultent toutes les autres dimensions. On les appelle parfois KK (initiales de *Kompani Kitunga*⁽⁴⁷⁾) et on souligne le rôle incitateur des projections cinématographiques: "*De la leçon apprise sur l'écran à l'application au carrefour des principaux artères, il n'y avait qu'un pas rapidement franchi*"⁽⁴⁸⁾; ou encore, "[...] les séances terminées, ils se réunissent en petits groupes et tentent d'imiter ce qu'ils viennent de voir"⁽⁴⁹⁾.

Babill Oye! Banzele Oye!

Pour comprendre le kindoubill, il est important de distinguer son versant colonial de son destin post-colonial. Entre 1950 et 1960, les différentes bandes réunissaient des jeunes descolarisés, désœuvrés et traumatisés par une aventure citadine qui avait fini par les confiner aux marges de la société urbaine. C'est dire que la plupart d'entr'eux étaient chômeurs, vivant d'expédients et stigmatisés par des conditions familiales précaires. Durant cette période ces bandes s'engagent dans les activités décrites plus haut par le rapport Brissot. L'une d'elles, la bande Far West, écumait les quartiers est de l'agglomération depuis 1950 en se livrant, selon une étude, "*au vol et à la débauche*"⁽⁵⁰⁾. La bande

recrutait à Brazzaville plusieurs filles, désignées par le terme de 'banzele', et les introduisait à Kinshasa clandestinement et nuitamment, par voie de pirogue.

En 1956, une campagne de répression acharnée de la Force publique vint à bout provisoirement des activités des bandes, y compris Cow Boys du Far West. Mais à partir de la fin de 1958, de nouvelles bandes se créent tandis que d'anciennes ressuscitent autour des mêmes activités de résistance et de survie. Lorsqu'en janvier 1959 éclatent les émeutes anti-coloniales à Kinshasa, les jeunes bills sont au front de la révolte et des troubles qui prennent les autorités par surprise. Partout on les retrouve au sein des groupes d'émeutiers les plus hardis. La commune de Ngiri-Ngiri, qui sert de fief à plusieurs bandes, constitue l'un des foyers des émeutiers. Sur les portes, les murs et les tableaux de l'Athénée officiel interracial de la commune, les bills inscrivent leur principale revendication, indépendance, et signent, entre autres, Ecu-meurs du Texas⁽⁵¹⁾.

Une autre preuve de la participation massive des bills aux journées insurrectionnelles de janvier 1959 est fournie, d'une part, par le nombre important de jeunes bills abattus ou arrêtés par les forces coloniales et, d'autre part, par la volonté coloniale d'éradiquer ces activités de 'banditisme', après les émeutes. Cette répression prit les formes d'expulsion massive de jeunes 'désœuvrés' vers les 'milieux coutumiers', ce qui eut pour conséquences de réduire considérablement le nombre de bandes et de limiter les activités des bills, désormais sous surveillance, à la seule activité narcotique souvent entretenue par le petit brigandage.

À partir de novembre 1960, lorsque la crise congolaise installe dans la capitale un climat d'insécurité diffus que les autorités espèrent dissiper en instaurant le couvre-feu, de nouvelles bandes de jeunes de 12 à 21 ans se forment sous l'appellation de 'Ki-

bill'. Forts de l'héritage kindoubill, et notamment du vocabulaire argotique, le mouvement recréa le même climat d'insubordination des années 50 dans la majorité des quartiers de la ville jusque vers 1964. À cette date, les principales bandes versèrent dans les structures officielles de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) au terme d'une formule de socialisation originale, qui reste encore à documenter, initiée par un père belge, le père De Laet (alias père Buffalo ou Jeff⁽⁵²⁾), à la paroisse Saint-Alphonse de la commune de Ngiri-Ngiri⁽⁵³⁾.

Les conditions particulières des premières années de l'indépendance avaient accentué la marginalisation des jeunes citoyens qui avaient vite réalisé que l'indépendance n'était pas porteur de ce changement radical auquel aspirait la grande masse des Congolais. L'indépendance, avec son lot de chômage, d'insécurité et d'inégalité, apportait aux bills des cadres de résistance symptomatiques de l'état général de la société congolaise d'alors. Les bandes kibill invoquaient le vocabulaire politique de l'époque: couvre-feu, milice locale, gouvernement de quartier, république, prévention des troubles, etc. pour justifier l'organisation de la violence dans les quartiers de la capitale, violence qui prenait des allures de révolte contre les aînés, mais aussi de résistance cachée face à la détérioration de leur environnement social et à l'incurie des pouvoirs publics. Les bandes n'empruntaient plus leurs noms au Far West mais au contexte de la guerre froide en s'intitulant ONU, Ambassade des juifs, Fédérés, URSS, etc.

La fin du kibill correspond d'abord au 'cessez-le-feu' entre les bandes rivales. La majorité des bandes des trois communes de Ngiri-Ngiri, Bandal et Camp Luka avaient cessé dès la fin 1964 de se livrer au 'billing' (batailles de bandes) autour de la violation de 'républiques'. Avec l'avènement de la dictature mobutiste, les bills furent récupérés et embrigadés au sein des structures militantes de la jeunesse du parti-Etat.

Conclusion

Comprendre le politique au Congo belge n'est désormais possible (et devient en même temps impératif) que si le chercheur prend en compte les discours et les attitudes des groupes jusqu'alors oubliés par l'historien(ne) traditionnel(le). Obnubilé(e) par l'événement et par un désir de normaliser les structures sociales, l'historien(ne) a laissé peu de place aux phénomènes marginaux et pourtant si pregnants d'enjeux politiques. Cette histoire à l'ancienne mode a fait du domaine politique au Congo belge un fleuve tranquille balisé par un paysage familier et rassurant, celui des partis politiques, des syndicats, des associations des anciens élèves et des cercles d'études qui ne regroupaient même pas 1% de la population congolaise.

On a beau chercher le reste de la population, les jeunes, les femmes, les ouvriers, qu'on se retrouve en face d'un vide et d'un silence historiographiques qui surprennent quand on connaît l'indiscipline viscérale de ces groupes et les passions révolutionnaires qui les animent. Il faut se donner la peine d'explorer ces passions, d'écouter parler ces acteurs, dans un langage qui ne nous est peut-être pas familier, d'interpréter leurs attitudes et de découvrir sous les oripeaux du délit, du déviant et du banal les prodromes de la révolution.

Le mouvement kindoubill recèle certes des pratiques qui, à travers le prisme paternaliste de la société coloniale du Congo belge, sont vite classées sous la rubrique de la déviance⁽⁵⁴⁾, voire du délit et donc déclenchent les foudres de la répression coloniale. Mais cet argument ne tient pas la route dans la mesure où d'autres pratiques que l'on tiendrait aujourd'hui pour socialement acceptables ont naguère envoyé les Africains dans les geôles coloniales. Les exemples abondent: des adhérents des 'sectes' religieux aux musiciens

congolais dont l'un, Adou Elenga, 'indigène' selon la taxinomie coloniale puisqu'il n'avait pas terminé ses études primaires, fut l'un des premiers prisonniers politiques congolais avant même Patrice Lumumba⁽⁵⁵⁾!

Que la communauté kindoubill vive en marge de la norme sociale n'est pas à mettre en doute; que certaines de ses attitudes soient répréhensibles, j'en conviens; que les pratiques auxquelles elle a recours soient symptomatiques du milieu social dans lequel elle évolue, je le concède sans difficulté. Qu'elle se définisse aussi comme une société politique dans un contexte colonial qui s'efforce à neutraliser et à dépolitiser l'expression traditionnelle du politique est ce qui tombe sous le sens. Non seulement, comme je l'ai montré, la politique au Congo belge a été l'affaire de l'élite congolaise, mais elle a été également entachée d'ethnocentrisme confondant parti politique et association ethnique. Les bills, à l'instar des musiciens et des 'femmes libres', se sont regroupés en dehors des clivages ethniques. Cette seule raison n'est pas suffisante, me dirait-on, pour attribuer une valeur politique à ces regroupements. Considérons donc d'autres aspects du kindoubill. La fonction cryptologique de l'argot des bills, l'indoubill, en est un. Destiné à opacifier les conversations et les activités des bandes, l'indoubill est aussi par sa nature syncrétique - puisqu'elle emprunte son vocabulaire au kikongo aussi bien qu'à l'anglais et au français - un outil de cohésion et de démarcation sociale⁽⁵⁶⁾. Il permet aux bills de forger un discours contestataire non seulement à l'égard des 'aînés', mais aussi vis-à-vis des autorités coloniales.

Il n'y a pas mieux pour appréhender le politique des bills que de considérer l'une de leurs attitudes vestimentaires les plus connues. La plupart d'entre eux relevaient le col de la chemise pour indiquer leur refus de l'autorité des 'adultes', des missionnaires et des forces de la répression.

C'est une preuve, au nombre de toutes celles que j'ai mentionnées ici, que les mouvements de résistance des colonisés à la situation coloniale se sont aussi élaborés et exprimés sous des formes inattendues qu'il est impérieux d'explorer et sur lesquelles il nous faut nous interroger si nous ne voulons pas abandonner tout un pan du politique (celui des faibles, s'entend) à l'oubli.

- (1) J. SCOTT, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven: Yale University Press, 1990, p. 199.
- (2) O.P. GILBERT, *L'empire du silence, Congo 1946*, Bruxelles: Les Éditions du Peuple, 131 p.
- (3) Prédélinquance et délinquance juvénile à Léopoldville. Dans: *Bulletin de l'institut interafricain du travail*, X(1963)3, pp. 298-328.
- (4) Two Types of Youth Groups in Kinshasa (Léopoldville). Dans: P. MAYER (éd.), *Socialization. The Approach from Social Anthropology*, London: Tavistock Publications, 1969, pp. 191-213.
- (5) *Langage, normes et répertoire en milieu urbain africain: L'indoubil*, Québec: Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1990.
- (6) A. VAN BILSEN, Un plan de trente ans pour l'émancipation de l'Afrique belge. Dans: *Les dossiers de l'action sociale catholique*, (1956)2, pp. 83-111.
- (7) R. LEMARCHAND, *Political Awakening in the Belgian Congo*, Berkeley & L.A.: University of California Press, 1964, p. 191.
- (8) R. LEMARCHAND, *Political Awakening [...]*, p. 1.
- (9) C. YOUNG, *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*, Princeton: Princeton University Press, 1965, p. 274 [traduction par l'auteur].
- (10) H. WEISS, *Political Protest in the Congo: the Parti Solidaire Africain during the Independence Struggle*, Princeton: Princeton University Press, 1967, p. 4.
- (11) H. WEISS, *Political Protest [...]*, p. 18.
- (12) Voir M. DE SCHREVEL, *Les forces politiques de la décolonisation congolaise jusqu'à la veille de l'indépendance*, Louvain: UCL, 1970, et B. VERHAEGEN, Les premiers manifestes politiques à Léopoldville (1950-1956). Dans: *Cahiers du CEDAF*, (1970)10.
- (13) Lire Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs: migrations et identités urbaines à Kinshasa et Brazzaville, 1930-1970*, Paris: L'Harmattan, 1997, pp. 286-295 et, du même auteur, *Popular Music, Urban Society, and Changing Gender Relations in Kinshasa, Zaïre*. Dans: M. GROSZ-NGATE & O. H. KOKOLE (éds.), *Gendered Encounters: Challenging Cultural Boundaries and Social Hierarchies in Africa*, pp. 65-84, London & New York: Routledge, 1996 et 'Unies pour le meilleur et pour le pire. Villes coloniales et femmes africaines: une histoire du métissage'. Dans: *Clio, histoire, femmes et sociétés*, (1997)6, pp. 87-104.
- (14) M. DE SCHREVEL, *Les forces politiques [...]*, p. 68.
- (15) La plus importante et la première d'entr'elles est l'ADAPES, l'Association des Anciens Elèves des Pères de Scheut, fondée en 1925.
- (16) La résidence du leader de l'Abako se trouvait à quelques pas des locaux du YMCA où la foule s'était réunie pour assister à une assemblée générale de la section Kalamu de l'Abako. Pour le récit des événements et une analyse élaborée des journées du 4 au 6 janvier, lire Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs [...]*, pp. 362-367.
- (17) LOMAMI TSHIBAMBA, rédacteur de *La Voix du Congolais*, réfugié à Brazzaville en 1945 après avoir écrit un article (Quelle sera notre place dans le monde de demain? Dans: *La voix du Congolais*, mars-avril 1945, pp. 47-51), au demeurant peu hardi sur l'avenir politique du Congo belge, donne son témoignage dans 'Tango ya ba noko' (Le temps des oncles), recueil de témoignages zaïrois. Dans: *Cahiers du CEDAF*, (1986)5-6, p. 68. Lire les nombreux exemples fournis par F. MONHEIM, Léopoldville en juin 1959. Dans: *Revue générale belge*, juillet 1959, pp. 36-37, et le récit d'A. GHEERBRANT, *Congo noir et blanc*, Paris, 1955. Il existe également le témoignage de Patrice Lumumba dans P. CLEMENT, Patrice Lumumba (Stanleyville 1952-1953). Dans: *Présence africaine*, (1962)40, p. 67.
- (18) Lire le témoignage de P. MILLE, L'enfer du Congo léopoldien. Dans: *Cahiers de la quinzaine*, 6e cahier de la 7e série, 64 p.; D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, Bruxelles: Didier Hatier, 1986, et le récit fascinant de A. HOCHSCHILD, *King Leopold's Ghost: a Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, Boston: Houghton Mifflin, 1998.
- (19) R.-Y. VERBEEK, Le Congo-Léopoldville et l'ancienne Afrique Française. Dans: *Le mois en Afrique*, avril 1966, p. 75.
- (20) J. DRESCH, Méthodes coloniales au Congo belge et en AEF. Dans: *Politique étrangère*, mars 1947, p. 89.
- (21) V. THOMSON & R. ADLOFF, *The Emerging States of French Equatorial Africa*, Stanford: Stanford University Press, 1960, p. 107.
- (22) C. D'YDEWALLE, Orages à Léopoldville. Dans: *Revue des deux mondes*, 15 février 1959, p. 697.
- (23) D'ailleurs la liberté de presse et d'association n'a été autorisée au Congo qu'en août 1959, quelques mois après les émeutes de Léopoldville, voir C. YOUNG, *Politics in the Congo [...]*, p. 279.

- (24) A. BLANCHET, La tension persiste à Léopoldville où les émeutes auraient fait plus de 30 morts: Un avertissement pour Bruxelles. Dans: *Le Monde*, 07.01.1959.
- (25) J. LABRIQUE, Le Congo belge: un exemple de paternalisme sans mauvaise conscience. Dans: *Le Monde*, 07.01.1959, p. 2.
- (26) J. SCOTT, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven & London: Yale University Press, 1985.
- (27) R. COHEN, The Political System. Dans: R. NARROLL & R. COHEN (eds.), *A Handbook of Method in Current Anthropology*, Garden City, NY: The Natural History Press, 1970, p. 488.
- (28) R. COHEN, *The Political System [...]*, p. 488.
- (29) J. SCOTT, *Weapons of the Weak [...]*, p. 36.
- (30) J. SCOTT, *Domination [...]*, p. 137.
- (31) Cité dans L. de SAINT-MOULIN, Contribution à l'histoire de Kinshasa (I). Dans: *Zaire-Afrique*, (1976)108, p. 468.
- (32) Le seul critère du sex-ratio donne la mesure de la nature transitoire du cadre urbain kinois avant les années 30. En 1928, dans le camp Léo I vivaient 21.500 travailleurs pour 5000 femmes, dont d'ailleurs seulement 358 étaient officiellement mariées, cf. Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs [...]*, p. 88.
- (33) On estime que 3000 personnes (sur une population totale de 16.000 habitants) s'étaient retrouvés sans emploi; voir *Le Progrès colonial*, 13.04.1922, article repris dans *Le courrier d'Afrique*, 30.07.1932, p. 7.
- (34) R. DE LA KETHULLE, Le vagabondage à Kinshasa. Dans: *Congo*, 1922, pp. 727-29.
- (35) Entre 1950 et 1958 le nombre de cinémas fixes et mobiles passe de 60 à plus de 155, cf. Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs [...]*, p. 309.
- (36) Lire les propos du père Van den Heuvel, qui fut directeur du Centre catholique de l'action cinématographique pour Africains, dans P. HAFFNER, Entretien avec le père Alexandre Van den Heuvel, pionnier d'un 'cinéma missionnaire'. Dans: *Afrique littéraire et artistique*, (1978)48, pp. 86-95.
- (37) Cité dans L. VAN BEVER, *Le cinéma pour Africains*, Brussels: G. Van Campenhout, 1952, p. 6.
- (38) P. HAFFNER, *Entretien [...]*, p. 91.
- (39) Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs [...]*, p. 310.
- (40) H. DAUBRESSE, *La cité indigène de Léopoldville*, UCL, mémoire de licence, 1954/55, p. 46.
- (41) Eza BOTO (pseud.), *Ville cruelle*, Paris: Présence africaine, 1954.
- (42) *Congo Belge, rapport annuel 1953*, p. 155.
- (43) De son vrai nom William Frederick Cody (1846-1917), Buffalo Bill incarne son propre personnage dans plusieurs productions théâtrales à Broadway et fit même une tournée de six ans en Europe jouant devant le pape Léon XII et la reine Victoria.
- (44) J. S. LA FONTAINE, *Two types of Youth [...]*, p. 192.
- (45) Le rapport Brissot, qui concluait à l'échec des oeuvres missionnaires destinées à la jeunesse kinoise, fut limité dans sa diffusion par l'administration de concert avec les missions.
- (46) Les problèmes de jeunesse. Dans: *Courrier du CRISP*, (1960)68, p. IV, et P. RAYMAEKERS, *Prédélinquance [...]*, p. 299 et suiv.
- (47) Expression qui pourrait se traduire 'association des voleurs à la tire' (pickpockets), puisque Kitunga signifie, en lingala, panier de la ménagère.
- (48) Lire le reportage de MWISSA-CAMUS et C. MAFEMA, La grande plaie de tous les temps. Incursion au fief des "KK". Dans: *La croix du Congo*, 3.02.1957, p. 5.
- (49) *Congo Magazine*, août-septembre 1961, p. 31.
- (50) J. BABILLON, *Léopoldville. Etude générale du problème de la jeunesse autochtone*, UCL, mémoire de licence, 1957.
- (51) Ch. D. GONDOLA, *Villes miroirs [...]*, p. 311.
- (52) Sur ce personnage étonnant, voir les articles de *La voix de Mangembo* et de *L'Esprit de la jeunesse*, deux journaux publiés par les bills de Ngiri-Ngiri sous l'égide du père Buffalo; voir également S. N'SIAL, *Langage, normes et répertoire [...]*, p. 26.
- (53) A. VERBEECK, La vie du grand Bill Buffalo. Dans: *La voix de Mangembo*, (1964)12-13, pp. 2-3; R. RAYMAEKERS, *L'Organisation des zones de squatting. Elément de résorption du chômage structurel dans les milieux urbains des pays en voie de développement. Application au milieu urbain de Léopoldville (République du Congo)*, coll. de l'Ecole des sciences économiques, n° 88, Université Catholique de Louvain.
- (54) Notons que ce n'est pas une attitude précise qui est étiquetée 'déviante' mais bien le groupe qui manifeste une telle attitude. Ainsi la consommation du chanvre, tolérée chez les miliciens de la Force Publique parce qu'elle renforce l'humeur belliqueuse, est réprimée quand elle concerne les bills.
- (55) Ch. D. GONDOLA, Ata ndele... et l'indépendance vint. Musique, jeunes et contestation politique dans les capitales congolaises. Dans: C. COQUERY-VIDROVITCH et al. (eds.), *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, Paris: L'Harmattan, 1992, tome 2, pp. 445-448 & 463-487.
- (56) S. N'SIAL, *Langage, normes et répertoire [...]*, p. 25.